

La pensée sociale du général de Gaulle et les conditions de son évolution dans la guerre et le GPRF

« Je suis dans les chars jusqu'au cou... je n'ai aucune compétence... la question des gros sous (salaires, bénéfices, congés, etc.) s'arrangerait très vite si quelque chose pouvait rapprocher moralement les antagonistes... » Tels sont quelques-uns des mots que le lieutenant-colonel de Gaulle égrène dans sa lettre du 13 novembre 1937 en réponse à un courrier de son ami avocat Jean Auburtin, créateur d'un centre d'études des problèmes sociaux, qui l'interroge sur ses options relatives à la question sociale.

Commandant du 507^e régiment de chars de combat basé à Montigny-lès-Metz depuis deux mois, préoccupé par la montée des périls internationaux, le « colonel motor » indique à son correspondant qu'il a peu de temps pour approfondir la question. Assez cependant pour répondre que le fascisme et le nazisme ont trouvé l'équilibre social de la société, mais au prix d'une négation de la liberté qui le rend inacceptable. Assez encore pour reléguer à l'imparfait la doctrine sociale de l'Église née de l'encyclique *Rerum novarum* (1891) et actualisée par le pape Pie XI avec *Quadragesimo anno* (1931). Comme l'écrit de Gaulle : « Le christianisme, convenons-en, avait la sienne. Mais qui découvrira celle qui vaudra dans notre temps ? »

Officier de culture chrétienne et pratiquant, cette prise de distance de De Gaulle est d'autant plus surprenante que les questions économiques et sociales agitent la galaxie catholique au début des années 1930. L'essor des mouvements de la jeunesse chrétienne dénote une volonté de se frotter au monde temporel¹ tandis qu'une presse d'opinion d'inspiration démocrate-chrétienne, avec *L'Aube*, *Sept* puis *Temps Présent*, s'attache à faire entendre sa différence. Soucieuse d'achever « la désintoxication maurrassienne » et d'oxygéner la vie démocratique, cette presse prône, en matière économique et sociale, une sorte de « tiers parti² » avec pour ambition de rendre l'ordre social plus juste et, sur le plan international, elle s'élève sans ambiguïté contre toutes les formes de totalitarisme, des prises de position qui attirent sur elle les foudres de l'Action française.

Issu d'un milieu chrétien ouvert à l'enseignement social de l'Église, reconnaissant l'influence de Marc Sangnier sur son propre itinéraire spirituel, lecteur de cette presse et membre de l'association des « amis de *Temps Présent* », tout donne à voir que de Gaulle s'inscrit dans le courant antifasciste et social de la démocratie chrétienne, même s'il ne s'y réduit pas. Ni l'imprégnation religieuse familiale, ni sa sensibilité démocrate chrétienne n'ont fait de lui un militant engagé de la cause catholique.

S'il cite volontiers Albert de Mun et René de La Tour du Pin, deux saint-cyriens démissionnaires de l'armée française après l'humiliante défaite de 1870 et engagés au service des cercles catholiques pour améliorer la condition ouvrière, il ne partage pas leur combat pour la restauration d'un « ordre social chrétien » très en vogue dans le corps des officiers de la société militaire d'avant 1914. Cinglant, il écrit dans ses carnets qu'un « soi-disant idéal social » remplace l'« affaiblissement de l'idéal militaire³ » et considère, fidèle en cela à Charles Péguy dont il est un lecteur passionné, que la spiritualité est dévoyée lorsqu'elle se mue en une idéologie. En outre, tous les textes publiés par de Gaulle avant la guerre révèlent

¹ *Création de la Jeunesse ouvrière chrétienne (1926), de la Jeunesse agricole chrétienne (1929), de la Jeunesse étudiante chrétienne (1930).*

² *Expression utilisée dans un article de Sept, 3 janvier 1936.*

³ *Charles de Gaulle, Lettres, notes et carnets (1919-juin 1940), Plon, 1980, p. 109.*

qu'il raisonne non en termes de chrétienté, mais de civilisation et, pour cet officier qui pratique la « religion intérieure », être chrétien, c'est être rassemblé autour du service de la France. Jamais la religion n'empiète sur la politique.

Si avant la Seconde Guerre mondiale les mentions relatives aux problèmes sociaux sont assez parcimonieuses sous la plume de De Gaulle, c'est parce qu'il est essentiellement préoccupé par les questions d'ordre militaire. Il s'est même engagé dans une campagne en faveur de la professionnalisation de l'armée en préconisant la constitution d'un corps cuirassé autonome. Thèse qu'il a exposé dans *Vers l'armée de métier* (1934), un ouvrage explosif qui prend à revers la doctrine officielle fondée sur une stratégie défensive et l'apologie du béton incarnée par la ligne Maginot.

En raison de la fertilité de ses idées, un premier cercle s'est formé autour de l'officier dissident avec le fidèle Lucien Nachin et l'hérétique lieutenant-colonel Mayer, qui a vu sa carrière brisée au moment de l'affaire Dreyfus en raison de ses positions critiques vis-à-vis de l'état-major. Au fil du temps, ce premier cercle gaullien s'élargit à deux juristes très avertis des questions sociales, Paul Grunebaum-Ballin⁴, gendre d'Émile Mayer, et Jean Auburtin⁵, mais participent également à ces réunions régulières Henri Bergson, Roger Martin du Gard et l'écrivain Daniel-Rops...

Leur objectif commun ? Faire connaître les thèses de De Gaulle en lançant l'offensive vers la presse et les milieux politiques. Dans le contexte de la montée en puissance d'Hitler, Paul Reynaud est l'un des rares hommes politiques à être séduit et il défend les thèses de *Vers l'armée de métier* à la Chambre le 15 mars 1935... sans succès car, avec un titre fracassant et une conclusion en mode de défi, cet ouvrage iconoclaste irrite et inquiète. À cette occasion, de Gaulle a pu mesurer les vices du monde parlementaire et l'immobilisme du grand état-major, incarné par le général Maurin qui lui lance à la fin d'une séance du Conseil supérieur de la Défense nationale : « Adieu, de Gaulle. Là où je suis, vous n'avez plus votre place !...⁶ »

Un vieux monde à bout de souffle

Avec un orgueil taiseux à la Cyrano, il rumine son échec, mais il n'est guère surpris par le « conformisme des hiérarchies » de l'institution militaire. Il y a beau temps qu'il a brûlé ses vaisseaux. Officier d'infanterie lors de la Première Guerre mondiale, il a constaté à la fois les effets dévastateurs d'une doctrine militaire inadaptée et le courage, la vaillance du peuple ouvrier et paysan lors des combats. Il aurait sans doute pu écrire comme Georges Bernanos, l'un de ses écrivains préférés de l'entre-deux-guerres, que par sa noblesse l'élite ouvrière symbolise la seule aristocratie qui vaille, voire reprendre à son compte, lui, le « petit Lillois de Paris », l'appréciation de Marc Bloch : « Je n'ai pas connu, en 1914-1918, de meilleurs guerriers que les mineurs du Nord ou du Pas-de-Calais⁷. »

Est-ce au cours de cette guerre que s'est forgé un lien particulier avec le peuple ? Est-ce là qu'il a vu pour la première fois une « élite populaire surgir des profondeurs » pour combattre

⁴ Comme conseiller au Conseil d'État, il contribua notamment à l'élaboration des lois sociales du gouvernement du Front populaire, président de l'Office HLM de la Seine à partir de 1926.

⁵ C'est au printemps 1934 que Jean Auburtin rencontre de Gaulle pour la première fois chez Émile Mayer, un vieil ami de son père. Il fera partie du cabinet du général de Gaulle lorsque celui-ci devient sous-secrétaire d'État à la Défense nationale et à la Guerre dans le gouvernement Reynaud le 5 juin 1940.

⁶ De Gaulle a été affecté au secrétariat général du Conseil supérieur de la Défense nationale du 6 novembre 1931 jusqu'à son affectation au 507^e RCC. Cet organisme était chargé de préparer la nation à la guerre.

⁷ Marc Bloch, *L'étrange défaite*, Paris, Gallimard, coll. Folio, 1990.

dans l'honneur ? À n'en pas douter cette guerre l'a transformé. Affecté en Pologne, à l'école d'infanterie de Rembertow⁸, dès avril 1919, le capitaine de Gaulle livre pour la première fois, dans son Carnet de campagne⁹, une longue description de la misère du peuple et trace déjà une ligne de clivage entre l'énergie patriotique des gens simples et la défaillance des élites : « Tragique destinée de ces peuples, où l'énergie et le caractère des élites n'ont jamais été à la hauteur des vertus et de la bonne volonté d'en bas. » Six mois après l'armistice, il est loisible de penser que ses remarques sur le peuple polonais font écho à la fibre patriotique et au dénuement des mineurs du Calaisis, des ouvriers du Valenciennois et des paysans de la Thiérache dont il a pu mesurer la droiture sans faille.

Quant à la défaillance des élites, il s'agit d'abord de l'élite militaire, raison pour laquelle, dès l'après-guerre, il s'est lancé dans une carrière culottée de rebelle face à l'institution militaire. À Saint-Cyr où il est professeur, puis à l'École de guerre, il dézingue la doctrine officielle fondée sur la tactique a priori pour lui opposer ses thèses inspirées par les « circonstances et des personnalités ». Parce que le verbe est en lui, il s'est fait écrivain, non pas pour prolonger ses humanités, mais pour livrer sa vision du rôle et de l'organisation de l'armée avec des idées neuves, en égratignant au passage l'esprit de conservatisme buté du grand état-major et en déclinant les variables d'une « désobéissance salutaire ». Son avancement s'en ressentira... Au cours de l'entre-deux-guerres, il publie quatre livres consacrés à la chose militaire qui se lisent comme une série de querelles¹⁰ laissant prévoir le fameux insurgé qu'il deviendra. « Je suis un soldat avant tout », répète-t-il à l'envi à son entourage, un soldat qui s'accommode mal de l'immobilisme confit du pays face à l'ogre hitlérien, auquel il faudrait opposer une arme de vitesse autonome, bras armé d'une diplomatie en mouvement.

Telle est son obsession... Cependant, lorsqu'il s'échappe de son sujet principal, c'est pour laisser échapper quelques remarques sur l'évolution du monde moderne. Après s'être alarmé de la standardisation des sociétés (*Le Fil de l'épée*), après avoir souligné l'asservissement de l'homme à la machine et l'étouffement produit par la société mécanique prétendument moderne (*Vers l'armée de métier*) qui conduit à une sorte de malaise des âmes, il évoque son regret d'avoir vu « l'aile marchante du mouvement social, dédaignant Fourier, Proudhon, Le Play, Blanqui », tous adeptes de la transformation sociale, s'enrôler « sous la bannière de Marx » (*La France et son armée*). C'est dire que sa réflexion sur les sujets de société n'est pas tributaire de sa seule famille spirituelle, mais procède de ses lectures étendues nourries à des sources variées.

Toutefois, lorsque de Gaulle évoque son désarroi face à l'évolution du monde moderne, il le fait en empruntant les mots de la génération montante en révolte qui se fait entendre au début des années 1930 à travers de multiples mouvements et revues. Le directeur de l'une d'elles, Emmanuel Mounier, à la tête d'*Esprit*, a trouvé la formule pour qualifier cette jeunesse intellectuelle en bisbille avec les partis traditionnels : « La jeunesse non-conformiste¹¹ ». Venus de tous les horizons, ces jeunes ont en commun leur opposition au matérialisme productiviste tant capitaliste que communiste. Après avoir établi les symptômes d'une

⁸ Il effectue deux séjours en Pologne, d'avril 1919 à mai 1920, puis de juin 1920 à la fin du mois de janvier 1921. Voir sur cette période méconnue de la carrière de De Gaulle, Frédéric Guelton, « Le capitaine de Gaulle et la Pologne (1919-1921) » dans Charles de Gaulle, la jeunesse et la guerre 1890-1920, Plon, 2001.

⁹ « La Bataille de la Vistule, carnet de campagne d'un officier français », Revue de Paris, novembre 1920.

¹⁰ La Discorde chez l'ennemi (1924) ; Le Fil de l'épée (1932) ; Vers l'armée de métier (1934) ; La France et son armée (1938).

¹¹ Comme le suggère Jean-Louis Loubet del Bayle dans son ouvrage, ces mouvements de jeunes peuvent être regroupés autour de trois axes principaux : Jeune Droite, Ordre Nouveau et Esprit. Voir J.-L. Loubet del Bayle, Les Non-conformistes des années 1930, Paris, Le Seuil, coll. Points, 1969.

véritable crise de civilisation, liée à la domination de l'argent et de la machine sur l'homme, au mépris du spirituel au profit de l'utilitaire, cette jeunesse non marxiste et anticapitaliste se veut à l'avant-garde d'une révolution spirituelle et « personnaliste » destinée à « restituer à l'homme le sens de sa destinée ». Inspirée par Péguy, Proudhon ou Maritain, elle s'accorde aussi sur le fait que l'économie doit être au service de l'homme par la promotion de l'association ou de la participation des travailleurs à la gestion.

De Gaulle, pour l'essentiel, partage ces constats, persuadé lui aussi qu'une époque s'achève et qu'il faut refaire un monde pour répondre au malaise des âmes. Cette passerelle avec cette jeunesse révoltée, qui se qualifie volontiers de « révolutionnaire », est facilitée par la présence à ses côtés, au sein du premier cercle gaullien, de Daniel-Rops, l'un des porte-parole de cette jeunesse non-conformiste, auteur d'un ouvrage, *Le Monde sans âme* (1932), qui décrit la crise du monde contemporain comme étant avant tout une crise de l'homme moderne en revendiquant la supériorité de l'esprit sur la matière. Tankiste, non-conformiste lui-même et métaphysicien, de Gaulle écrit dans *La France et son armée* : « Rien ne procède que de l'Esprit », ce qui laisse entrevoir que les temps nouveaux passeront par ce trou de souris spirituel. L'ouvrage est édité par Daniel-Rops, devenu entre-temps directeur de la collection « Présences » chez Plon.

Si les observations sociales établies par de Gaulle sont encore parcellaires et hétéroclites, s'il n'a pas nourri une philosophie sociale, comme l'atteste la lettre à Auburtin de novembre 1937, il a néanmoins mûri un diagnostic sur les défaillances d'une civilisation matérialiste vidée de toute spiritualité, ce qui le conduit à penser que la guerre découle de cette crise de sens dans laquelle est empêtrée la civilisation occidentale. C'est ce qu'il écrit dans un texte prémonitoire adressé le 24 janvier 1940 à quatre-vingts personnalités civiles et militaires. Dans ce mémorandum intitulé « l'avènement de la force mécanique », appel désespéré pour mécaniser d'urgence les armées, il souligne que ce conflit européen est la conséquence des impasses politiques, sociales et morales dans lesquelles l'ancien monde s'est enfermé et il annonce déjà la suite de l'histoire. Évoquant le conflit, de Gaulle écrit :

« La crise, politique, économique, sociale, morale, dont il est issu, revêt une telle profondeur [...] qu'elle aboutira fatalement à un bouleversement complet de la situation des peuples et de la structure des États. [...] Il est grand temps que la France en tire la conclusion. Comme toujours, c'est du creuset des batailles que sortira l'ordre nouveau [...]. »

La suite immédiate est d'abord celle d'une opposition frontale à la politique d'abandon incarnée par Pétain. En poète de l'action, avec l'Appel du 18 juin, de Gaulle donne chair à la Résistance à partir d'un rêve qui est le sien. La politique devient chose sérieuse dès lors qu'elle convoque l'imaginaire. La France Libre se dresse pour résister au déclasserment politique et spirituel de la France engagé par le « Père-la-Défaite » qui, en faisant don de sa personne à la France, s'offre en victime expiatoire. La liquidation de la République le 10 juillet débouche sur la promulgation de la nouvelle constitution de l'État français puis sur la Révolution nationale qui tient sa devise : « travail, famille, patrie ». Si le travail occupe la première place, c'est bien parce qu'il est la pierre angulaire du nouvel édifice. Pétain n'en fait pas mystère. Définissant les buts de l'école, il souligne dans un article qu'il s'agit « de faire de tous les Français des hommes ayant le goût du travail et l'amour de l'effort¹² ». Aux camps de jeunesse mis en branle quelques mois plus tard, il ne prescrit pour seule obligation que « l'amour du travail ».

¹² Ph. Pétain, « Politique sociale de l'éducation », Revue des deux Mondes, 15 août 1940.

Le régime aime le travail, beaucoup moins les travailleurs. Ainsi, dès le 9 novembre, René Belin, ancien secrétaire de la CGT, promu ministre de la Production industrielle et du Travail, prend le décret de dissolution des confédérations syndicales. En avril, la fête des travailleurs sera débaptisée, le 1^{er} mai étant désormais désigné comme « la fête du travail et de la concorde nationale ». Le régime de Vichy aime tellement le travail, qu'il le mettra en Charte le 4 octobre 1941.

De Gaulle définit ses perspectives sociales

À Londres, où la propagande et la législation de l'État français sont étudiées de près¹³, de Gaulle décide de réagir en dressant les contours de sa propre conception de la question sociale. L'urgence est là... Entre une réforme du travail disqualifiée d'emblée en raison de la soumission du gouvernement à l'ennemi et de l'absence de liberté des acteurs, mais aussi du fait du risque révolutionnaire après l'entrée officielle du parti communiste dans la Résistance en juin 1941, Londres doit faire entendre sa propre musique sur ses perspectives sociales.

Les discours fondateurs sur le sujet sont ceux prononcés par de Gaulle à l'Albert Hall de Londres (15 novembre 1941) et à l'université d'Oxford (25 novembre 1941). Le premier définit les grandes lignes d'action de la France Libre autour de trois objectifs : faire la guerre, rendre la parole au peuple bâillonné par Vichy, bâtir des institutions telles qu'il soit possible pour les Français « de vivre, de penser, de travailler, d'agir, dans la dignité et la sécurité » en promettant un « vaste renouvellement » pour en finir avec les « combinaisons d'affaires, de prébendes et de privilèges ». Le second est une méditation philosophique sur les méfaits d'une « sorte de mécanisation générale » dans laquelle « l'individu ne peut manquer d'être écrasé » et contre laquelle il est nécessaire de construire un ordre social propre à exalter et garantir « la liberté, la sécurité, la dignité de chacun ». Un discours visionnaire construit comme une riposte au malaise des âmes liée à la société mécanique, dont la traduction concrète est « d'assurer [...] le triomphe de l'esprit sur la matière ».

Deux discours prophétiques donc, mais à la portée limitée. En effet, au moment où la résistance intérieure structure ses réseaux, elle refuse d'être cornaquée du dehors par un général exilé, un beau parleur, suspect d'arrière-pensées peu républicaines. À Londres même, dès l'été 1940, une poignée de socialistes, réunis au sein du Cercle Jean Jaurès, ont créé un journal, *France*, qui devient le centre d'opposition à de Gaulle¹⁴, tenu pour un militaire nationaliste et réactionnaire. Ce Cercle entretient l'idée que l'équipe gaulliste est dominée par d'anciens cagouleurs, alors que, à l'exception des communistes, toutes les familles de pensée campent dans l'entourage du Général¹⁵. Et c'est bien de cette synthèse politique originale que naît le gaullisme de guerre, constitué par « des hommes partis de rien¹⁶ ». Est-ce pour fluidifier les relations avec la Résistance intérieure après le parachutage de Jean Moulin dans les Alpilles en janvier 1942 ? Est-ce pour contrer l'influence des réseaux communistes ou pour démontrer ses convictions démocratiques ? Toujours est-il que de Gaulle radicalise son discours. Le 1^{er} avril, il déclare : « C'est une révolution que la France, trahie par ses élites

¹³ Raymond Aron, *De l'Armistice à l'insurrection nationale*, Paris, Gallimard, 1945.

¹⁴ Georges Gombault, membre influent de la SFIO, ancien collaborateur du journal socialisant *La Lumière*, et Pierre Comert, ancien chef de presse du Quai d'Orsay, ont été les fondateurs du journal *France*. Voir Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France Libre*, tome I, Paris, Gallimard, coll. folio, 1996, p. 76.

¹⁵ Si le colonel Rémy a milité à l'Action française et si Maurice Ducloux a appartenu à la Cagoule, en revanche, René Cassin était membre du parti radical, Georges Boris avait été chef de cabinet de Léon Blum, Henry Hauck était socialiste et Maurice Schumann de sensibilité démocrate-chrétienne.

¹⁶ R. Cassin, *Les Hommes partis de rien*, Paris, Plon, 1975.

dirigeantes et par ses privilégiés, a commencé d'accomplir. [...] Une France entièrement nouvelle, dont les guides seront des hommes nouveaux¹⁷ ».

Quelques jours plus tôt, fustigeant la trahison des élites de tous ordres, il évoque une élite nouvelle, « l'élite du combat » dont « dépend, désormais, le destin de notre pays¹⁸ ». Entre la Résistance intérieure et l'homme du 18 juin, la partie décisive va se jouer à Londres en avril 1942. Mandaté par d'Astier, Frenay et André Philip, Christian Pineau va rencontrer le général de Gaulle, ce qui constitue la première entrevue de fond entre le Général et un émissaire important de la résistance intérieure. Secrétaire général de la fédération Banque et Bourse CGT (1934-1939), initiateur de la résistance syndicale à Vichy avec la publication du « Manifeste des douze », co-signée par la CFTC¹⁹, en novembre 1940, fondateur du mouvement de résistance Libération-Nord, Christian Pineau revient avec une *Déclaration aux mouvements de résistance* du général de Gaulle qui sera publiée dans les journaux clandestins. Elle déroule l'embryon d'un programme d'avenir... Après la victoire sur l'envahisseur, « toutes leurs libertés intérieures devront être rendues » aux Français, une Assemblée nationale sera élue « qui décidera souverainement des destinées du pays », « le système de coalition des intérêts particuliers qui [ont] joué contre l'intérêt national » sera renversé, « la sécurité nationale et la sécurité sociale sont [...] des buts impératifs et conjugués »... Enfin, comme le signale le texte, contre la « criminelle capitulation », le peuple français s'est assemblé « pour une révolution ».

La première « révolution » tient au fait que le général de Gaulle est désormais au centre de l'Unité. Les ralliements se multiplient de tous les bords politiques, notamment André Philip²⁰, Louis Vallon, Pierre Brossolette, Pierre Mendès France, mais aussi Raoul Dautry, Henri Queuille et le communiste Fernand Grenier qui déboule à Londres le 11 janvier 1943, porteur d'une lettre de son parti donnant « l'adhésion du PCF à la France Combattante pour la libération de la France ». Quelques mois plus tôt, du fond de sa prison, Léon Blum avait fait remettre une lettre explicite à Édouard Froment, l'un des organisateurs du parti socialiste clandestin : « Le gouvernement intérimaire de la Libération ne pourra se constituer qu'autour d'un seul homme, autour d'un seul nom, celui du général de Gaulle [...]. »

Cette union des résistances se traduit par la création du Comité des experts²¹, afin de faire coopérer les trois grands mouvements résistants de la zone libre sur les réformes à mettre en œuvre à la Libération et, pour symboliser cette unité, la France Libre prend le nom de France Combattante (14 juillet 1942). Après avoir philosophé et décrit la France d'après lors de ses deux discours de l'Albert Hall et d'Oxford, le stratège, désormais mieux assuré dans sa démarche réformatrice, exalte le peuple résistant, qui a jailli « des profondeurs de la nation », sur lequel il compte s'appuyer pour mener les réformes. Le 1^{er} mai 1943, évoquant les cadres

¹⁷ Ch. de Gaulle, *Discours et messages*, Plon, 1970, pp. 189-190. *Discours prononcé lors d'un déjeuner offert par le National Defense Public Interest Committee.*

¹⁸ Ch. de Gaulle, op. cit., p. 184.

¹⁹ Jules Zirnheld, président de la CFTC, Gaston Tissier et Maurice Boudaloux, respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint de la centrale syndicale d'inspiration chrétienne.

²⁰ En juillet 1942, André Philip sera le premier représentant de la Résistance intérieure à siéger au Comité national français créé par l'ordonnance du 24 septembre 1941.

²¹ Les premiers membres de ce Comité (créé le 1^{er} juillet 1942) sont des universitaires ou des hauts fonctionnaires : François de Menthon, Paul Bastid, Robert Lacoste, Pierre-Henri Teitgen, René Courtin et Alexandre Parodi, qui deviendra ministre du Travail du GPRF. D'autres personnalités telles que Georges Bidault, Alfred Coste-Floret, Léo Hamon, Pierre Laroque, Louis Terrenoire viendront s'adjoindre aux membres réguliers du Comité. À partir d'avril 1943, le Comité publie une revue, *Les Cahiers politiques de la France Combattante*, dont les colonnes sont ouvertes aux multiples courants d'opinion de la Résistance.

de la résistance ouvrière, il souligne qu'ils « seront au premier rang de cette élite sur laquelle compte la France pour conduire l'œuvre immense et fraternelle de la rénovation ». Cette déclaration fait écho à celle prononcée un an plus tôt, lors de la « fête nationale » du 1^{er} mai qui « est, par excellence, la fête des travailleurs », au cours de laquelle il a désigné tous les travailleurs français – « ceux de la terre, ceux des usines, ceux des transports » – comme « l'exemple de la résistance²² » et du patriotisme. Enfin, juste avant de quitter Londres pour Alger, de Gaulle lance à la radio : « Oui ! nous recouvrerons notre prospérité, mais par un régime économique et social transformé. »

La participation comme levier d'un « vaste renouvellement »

C'est le 3 novembre 1943, dans un discours prononcé par de Gaulle, lors de la séance inaugurale de l'Assemblée consultative provisoire, que le mot « participation » naît au monde gaullien :

« La France veut que cesse un régime économique dans lequel les grandes sources de la richesse nationale échappaient à la nation, [...] où la conduite des entreprises excluait la participation des organisations de travailleurs et de techniciens dont, cependant, elle dépendait. »

La voie de la rénovation sociale est désormais tracée car, comme le précise le général de Gaulle dès le 18 mars 1944 : « La démocratie française devra être une démocratie sociale²³ ». L'un des fondements de cette démocratie sociale repose sur la « participation des travailleurs à la direction de l'économie », ainsi que l'a mentionné le programme du Conseil national de la Résistance publié trois jours plus tôt²⁴. Le 3 juin 1944, au moment où le Comité français de la Libération nationale se transforme en GPRF (Gouvernement provisoire de la République française), réalisant l'union nationale pour préparer le rétablissement de la légalité républicaine, la « participation » est considérée comme l'un des leviers de l'émancipation des travailleurs. Ce concept constitue un dénominateur commun pour les nombreuses instances de réflexion qui ont planché sur les projets de réforme²⁵. Dès lors, cette dimension participative infuse l'ensemble de la politique sociale mise en œuvre par le gouvernement provisoire présidé par de Gaulle.

Ainsi, le préambule de l'ordonnance créant les comités d'entreprise²⁶ précise que « l'idée motrice en a été la nécessité d'associer les travailleurs à la gestion des entreprises et à la direction de l'économie », premier pas vers l'association capital-travail qui doit être « la structure humaine de l'économie de demain », écrit le Général dans ses *Mémoires de guerre*.

Cette exigence guide l'édification du plan de sécurité sociale²⁷ mis en œuvre par le gaulliste Pierre Laroque, sous la responsabilité d'Alexandre Parodi, ministre du Travail et de la Sécurité sociale. Évoquant la nécessité de bâtir « un ordre social nouveau », Pierre Laroque souligna que ce nouvel ordre devait reposer à la fois sur « le développement de la participation des travailleurs, comme des grandes branches d'activité » et sur la réalisation de

²² Discours prononcé le 30 avril 1942 à la radio de Londres à l'occasion du 1^{er} mai.

²³ Discours prononcé le 18 mars 1944 devant l'Assemblée consultative provisoire.

²⁴ Voir le programme du Conseil national de la Résistance intitulé Les Jours Heureux, 15 mars 1944.

²⁵ Notamment les commissions de l'Assemblée consultative provisoire ; le Comité français de la Libération nationale, au sein duquel André Philip est chargé des études pour l'après-guerre ; le Comité national de la Résistance ; le Comité général des études.

²⁶ Ordonnance du 22 février 1945.

²⁷ Créé par l'ordonnance du 4 octobre 1945.

la sécurité sociale²⁸. À la différence du rapport Beveridge sur les assurances sociales, publié en novembre 1942, que de Gaulle a jugé « saisissant », le plan français réserve une large place aux travailleurs et à leurs représentants au sein de la sécurité sociale, car ce plan a été construit autour de la question centrale de l'émancipation des travailleurs²⁹. Dans l'esprit du Général, le « régime d'association » est le principe nourricier de l'édification de la démocratie sociale et « le fondement de la reconstruction de la France », comme il le formule le 2 mars 1945³⁰.

La guerre a donc joué un rôle essentiel dans l'émergence et la structuration de sa pensée sociale, dont l'originalité tient au fait qu'elle est syncrétique. Elle est constituée d'emprunts à la doctrine sociale de l'Église, au courant personnaliste des non-conformistes, au socialisme utopique français, au *welfarisme* britannique et elle est guidée par la nécessité de rassembler le peuple tout entier. Dans le climat consensuel du GPRF, l'association des salariés à l'activité économique tend à s'afficher comme un projet de société partagé en raison d'un accord tacite entre les différentes familles politiques³¹. En s'appuyant sur ce consensus, sur un soutien syndical puissant et sur de jeunes et brillants fonctionnaires clairvoyants – synthèse aboutie du mouvement et de l'ordre –, de Gaulle, qui voulait « mener les Français par les songes », ne perd pas de vue la « force des choses » et le rétablissement de l'État, garant de l'ordre social, pour accomplir le « vaste renouvellement » annoncé.

Le 20 janvier 1946, après dix-huit mois passés à la tête du gouvernement, de Gaulle tire le rideau, alors que les partis reprennent du poil de la bête. Ce retrait signe la fin du compromis autour de la « participation », mais de Gaulle n'y renonce pas. Cette « vaste mutation » qu'il entend accomplir, dénommée « Association Capital-Travail », constitue la matrice du programme du RPF puis le fondateur de la V^e République, parfois contre une partie de sa propre majorité, ne désarme pas sur l'approfondissement du projet participatif, dont la gauche, niant en cela l'esprit de la Libération, ne retient qu'un artefact destiné à tromper les travailleurs³².

Au lendemain du référendum perdu du 28 avril 1969, de Gaulle confie à Malraux : « Je tombe sur la participation. [...] Vous savez bien que la France, en votant contre moi, [...] a écarté ce que symbolisait la participation. »

Laurent Lasne

Notice biographique

Écrivain, Laurent Lasne est l'auteur notamment de *De Gaulle, une ambition sociale foudroyée* (2009). À paraître, *Sous les cendres de Vichy* (premier trimestre 2018).

²⁸ Voir P. Laroque, « Le plan français de sécurité sociale », *Revue française du travail*, 1, 1946, p. 9. *Ce plan repose sur trois grands principes : l'Unicité ; l'Universalité ; la Solidarité.*

²⁹ Succédant à Alexandre Parodi à la tête du ministère du Travail et de la Sécurité sociale (21 novembre 1945), le communiste Ambroise Croizat, qui n'a joué aucun rôle dans l'édification du plan, déploiera, en revanche, une belle énergie dans la mise en œuvre de la législation et la mise en place des caisses de sécurité sociale.

³⁰ Discours de De Gaulle devant l'Assemblée consultative.

³¹ Le préambule de la Constitution de 1946 signale la trace de ce consensus en soulignant que : « Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises. »

³² Au lendemain de l'ordonnance sur « la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises » (17 août 1967), qui crée un droit nouveau pour les salariés, outre l'opposition du patronat, François Mitterrand assimile le contenu de l'ordonnance à des « sucettes et gadgets » et la CGT dénonce pour sa part « une duperie et un vol ».